

SARKO LE MENTEUR

Pris la main dans le sac

Nicolas Sarkozy l'avait dit : « *Il n'y aura pas de privatisation d'EDF et Gaz de France, c'est clair, c'est simple, c'est net* ».

Hélas, l'entreprise publique Gaz de France vient de passer sous le contrôle du groupe privé franco-belge Suez. Avec la bénédiction du Président de la République, grand ami du principal actionnaire privé.

« *C'est clair, c'est simple, c'est net* », avec Sarkozy, il faut s'attendre au pire pour l'avenir de nos services publics et au meilleur pour ses copains du patronat. Et ce flagrant délit de mensonge est loin d'être le seul.

Le candidat Nicolas Sarkozy avait en effet tout promis : du travail pour tous, de bons salaires, plus de démocratie, plus d'efficacité des politiques publiques, permettre à chaque français d'être propriétaire de son logement, garantir la réussite de chacun à l'école, etc...

Après 15 mois de présidence, son indéniable talent de bonimenteur ne suffit plus à masquer l'échec des politiques menées, ou plutôt leur objectif véritable : une politique au service du patronat et des puissances de l'argent, contre les intérêts du plus grand nombre.

Le pouvoir d'achat aux oubliettes

Alors que les prix s'envolent et que les salaires stagnent, les promesses de campagne se sont évanouies. Des millions de françaises et de français ne peuvent plus joindre les deux bouts : sur-loyer, prix des denrées alimentaires, de l'essence, retraites minuscules, déremboursement de médicaments... Ils sont des millions qui ne partiront pas en vacances cet été. Ils sont des millions à jongler, non pas pour vivre mais simplement pour subsister.

Sarkozy a voulu faire croire qu'il pourrait agir sur le pouvoir d'achat sans toucher aux salaires, sans s'attaquer aux profits, à la spéculation. Mensonges !

Alors qu'en ce moment même des centaines de milliards d'euros s'évaporent sur les marchés financiers, que les entreprises françaises font des bénéfices inégalés dans l'histoire (105 milliards en 2007 pour les seules entreprises du CAC40) et que le club des milliardaires compte chaque jour de nouveaux membres (le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France est passé de 200 à 280 milliards d'euros en une année), la « France qui se lève tôt » a un réveil pénible.

Les services publics sacrifiés

Plus c'est gros, mieux ça passe : déplorant que « *les caisses sont vides* », fustigeant des services publics sous perfusion ou l'assistantat des politiques sociales, Sarkozy



distribue dans le même temps 15 milliards aux plus riches et octroie généreusement 65 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux entreprises, sans contrepartie sur l'emploi, sur l'investissement. Un scandale !

Par contre, pour les services publics ce sera le régime sec, et Sarkozy jure la main sur le coeur qu'il est possible de les rendre plus performants en ne remplaçant pas un fonctionnaire sur deux. De qui se moque-t-on ?

L'école, l'université et la recherche paient le plus lourd tribut au dogme libéral du président de la République. L'année prochaine, ce sont encore 30.000 postes de fonctionnaires qui seront supprimés, dont 13.000 dans l'éducation nationale (-25.000 depuis l'élection depuis mai 2007).

Derrière le paravent de « l'égalité des chances », l'objectif est clair : réduire drastiquement les dépenses de l'école publique, ouvrir des « marchés » pour le secteur privé de l'éducation et construire une école de la sélection et de la reproduction sociale des élites. Un projet mortel, rejeté par la communauté éducative, les parents d'élèves comme les étudiants mobilisés ce printemps et dont Sarkozy se vante de ne pas écouter les appels.

La démocratie piétinée

Voilà toute la méthode Sarkozy : le débat, la démocratie, ce serait du temps de perdu, la souveraineté populaire, un obstacle. La construction européenne en est un triste exemple. Prétendant avoir « entendu » ce qui s'est exprimé avec la victoire du Non au Traité de Constitution européenne, il repasse pourtant le plat avec un traité de Lisbonne tout aussi libéral et qu'il impose sans référendum : « *vous n'en voulez pas mais vous en mangerez quand même !* » Même chose pour ces indociles Irlandais, invités à revoter jusqu'à ce que « oui » s'ensuive... Quel mépris des peuples et de la démocratie !

Et que dire de son projet de réforme de la Constitution renforçant les pouvoirs présidentiels et le bipartisme ? Que dire de ses manoeuvres politiciennes pour arracher un vote favorable à cette réforme et diviser la gauche ? Que dire également de sa conception du dialogue social ? Là aussi, le mensonge et l'entourloupe font loi. Ainsi, au mépris de la parole donnée aux partenaires sociaux et des accords négociés, le gouvernement poursuit son projet de déréglementation généralisée du droit du travail et de casse des 35 heures.

Nous avons été des centaines de milliers à nous mobiliser au printemps contre l'imposture Sarkozy et pour d'autres choix, une autre politique. Certains se proposent d'attendre 2012 pour mettre Sarkozy au chômage. Mais va-t-on le laisser continuer à tout casser pendant encore 4 ans ? Donnons-nous rendez-vous dès cet été et à la rentrée, pour poursuivre et amplifier ces mobilisations. Les communistes vous donnent notamment rendez-vous, à la Fête de l'Humanité, rendez-vous des colères, rendez-vous de l'espoir de celles et ceux qui veulent construire à gauche, une véritable alternative à cette politique.



Parti communiste français – 17 juillet 2008

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse ____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____

Téléphone : _____ Courrier électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - W : www.pcf.fr